



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT-BICUPE-SIC-ID 2024- 99

Arras, le

16 FEV. 2024

COMMUNE DE HENIN-BEAUMONT

Syndicat Mixte SYMEVAD

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE
de respecter les prescriptions réglementaires**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 autorisant le syndicat mixte SYMEVAD à exploiter une unité de tri et de valorisation matière énergie des déchets ménagers sur le territoire de la commune de Hénin-Beaumont à l'adresse suivante Rue Albert Carré concernant notamment la rubrique 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui fixe une valeur limite d'émissions de 40 mg/Nm3 pour les COVT et de 5 mg/Nm3 pour les poussières pour les installations de traitement mécano-biologique des déchets ;

Vu l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 qui fixe les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques du site ;

Vu la visite d'inspection du 26 juillet 2023 réalisée sur le site du Syndicat Mixte SYMEVAD à Hénin-Beaumont ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, du 12 septembre 2023 ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection de l'environnement le 12 septembre 2023 à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant :

- le rapport de contrôle inopiné des rejets référencé A1482/22/1168 de septembre 2022 qui montre le non-respect des valeurs limites réglementaires de rejets fixés par l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour les COVT et les poussières pour les rejets issus du biofiltre ;
- le rapport de contrôle inopiné des rejets référencé A1482/22/1168 de septembre 2022 qui montre le non-respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013 :

- pour les rejets du biofiltre : vitesse au débouché, Ni, SO₂
- pour les rejets des modules 4-5 : vitesse au débouché, Cd, Pb, Ni, SO₂
- pour les modules 1-2 : vitesse au débouché, acétaldéhyde, Ni, Pb ;

- que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et de l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013 ;

- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et de l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet

Le syndicat mixte SYMEVAD exploitant une unité de tri et valorisation matière énergie de déchets ménagers sise Rue Albert Carré sur la commune de Hénin-Beaumont est mis en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions ci-dessous :

- respect des valeurs limites réglementaires de rejets fixés par l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour les rejets issus du biofiltre : COVT et poussières,
- respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013 pour les rejets du biofiltre : vitesse au débouché, Ni, SO₂,
- respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013 pour les rejets des modules 4-5 : vitesse au débouché, Cd, Pb, Ni, SO₂,

- respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2013 pour les rejets des modules 1-2 : vitesse au débouché, acétaldéhyde, Ni, Pb.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R 421-1 du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "télerecours citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le portail des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais, pour une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de Lens et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte SYMEVAD et dont une copie sera transmise au maire de Hénin-Beaumont.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Syndicat Mixte SYMEVAD – Rue Albert Carré à Hénin-Beaumont (62110)
- Sous-Préfecture de Lens
- Mairie de Hénin-Beaumont
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (courriel)
- Dossier
- Chrono

